Sommaire :

Le ministre et le débat sur l'école
Le Medef face à la démocratisation de l'école
La thèse du *skill mismacht*
L'employabilité contre l'emploi
La science économique au secours du patronat
La subjectivation néo-libérale
Le rôle de la démocratisation des savoirs dans une société démocratique

Par Jean-Yves Mas (professeur de SES à Montreuil 93)

Le ministre et le débat sur l'école

Dans un récent portrait consacré à Jean-Michel Blanquer, le journal *Le Monde* estime que le ministre de l'Éducation nationale n'est « ni restaurateur ni réformateur, qu'il « s'attache à donner des gages aux anciens et aux modernes » car « son but est de sortir l'école du clivage droite-gauche » 1. Jean-Michel Blanquer est présenté comme un homme d'action, un véritable réformateur qui n'hésite pas à s'attaquer à certains tabous, mais ce qui semble séduire avant tout chez lui c'est sa capacité à surmonter le clivage gauche-droite il serait alors sur ce point parfaitement en phase avec la démarche du Président de la République.

Depuis le début de son mandat le ministre a plutôt donné des gages au camp des conservateurs (propos contre le « pédagogisme », réhabilitation du redoublement, remise en cause de la réforme du collège, de la réforme des rythmes scolaires, polémique avec l'ancien directeur du CSP, critique de la méthode globale) mais il se montre par ailleurs favorable à l'innovation pédagogique et à la diminution des effectifs en CP2. Cette volonté de dépasser les clivages pédagogiques est illustrée par son projet de réforme de l'entrée dans l'enseignement supérieur qui est soutenu à la fois par le SGEN, syndicat qui incarne le camp des réformistes plutôt favorables aux réformes pédagogiques, et par le SNALC, syndicat conservateur très hostile au « pédagogisme ». Le projet sur la réforme du bac (dont on ne connaît pour l'instant que les grands traits) devrait obtenir les mêmes soutiens 3. La question de la congruence entre les clivages politiques et clivages éducatifs est une question complexe 4, mais force est de reconnaître que syndicalement J.M. Blanquer a réussi le mariage de la carpe et du lapin 5. Il passe donc pour un pragmatique, capable d'emprunter des idées dans différents paradigmes éducatifs lorsqu'elles lui semblent intéressantes 6.

Pourtant si l'on cherche à définir les véritables enjeux des réformes éducatives actuelles, s'en tenir à une lecture strictement politique (droite /gauche) ou les analyser selon le clivage classique du débat sur l'école (restaurateur/réformateur), nous semblent clairement insuffisant. Pour comprendre les objectifs de ces réformes il faut s'interroger, conformément à l'épistémologie marxiste, sur les liens qu'elles entretiennent avec les mutations du système capitaliste contemporain. Rappelons que dans un approche marxiste, l'école est une institution, elle appartient donc au domaine des superstructures, elle est donc partiellement déterminée par les infrastructures économiques, c'est à dire par les rapports de production et les mutations de l'organisation du travail 7. Autrement dit, pour comprendre les objectifs des réformes éducatives actuelles il faut les resituer dans le cadre idéologique des autres réformes entreprises par le gouvernement (sur le droit du travail, sur la fiscalité et bientôt sur les retraites ou le SMIC) car comme ces dernières, elles sont conformes aux principes du néo-libéralisme et fortement inspirées par les propositions sur l'éducation faites par le MEDEF 8.

Qu’est-ce que le néolibéralisme ?

Le néolibéralisme tel que l’a défini Michel Foulcault se distingue du libéralisme classique sur trois plans 9. A l’inverse de ce dernier, ce n’est plus l’échange marchand, mais l’entreprise et la concurrence qui deviennent les formes sociales de référence car « L’essentiel du marché n’est plus dans l’échange marchand. *L’homo économicus* que le néolibéralisme souhaite former n’est plus l’homme de l’échange qui cherche à maximiser son utilité par le travail et l’échange, mais l’homme de l’entreprise et de la concurrence ». D’autre part ce déplacement des principes néolibéraux de l’échange à la concurrence ne touche pas uniquement le domaine économique mais l’ensemble des valeurs et des représentations des individus, autrement dit c’est à l’édification d’une véritable société de concurrence et non seulement à la construction d’une simple économie de marché qu’œuvre le projet néo-libéral et « c’est cette démultiplication de la forme « entreprise » à l’intérieur du corps social qui constitue l’enjeu de la politique néolibérale, il s’agit de faire du marché, de la concurrence et par conséquence de l’entreprise la puissance informante de la société » 10. Enfin à l’inverse du libéralisme classique qui souhaitait limiter l’intervention de l’État dans l’économie et dans la société, le néolibéralisme entend faire jouer un rôle actif à la puissance publique qui devient le vecteur privilégié de diffusion de l’idéologie néo-libérale. Le gouvernement n’a donc pas à intervenir, comme dans le libéralisme classique, pour pallier les insuffisances du marché « mais il a à intervenir sur la société elle-même dans sa trame et dans son épaisseur (…) pour que les mécanismes concurrentiels à chaque instant et en chaque point de l’épaisseur sociale puissent jouer le rôle de régulateur (…) le gouvernement néolibéral n’est pas un gouvernement économique mais un gouvernement de société ». L’école doit à ce titre participer à la mise en place de cette nouvelle raison du monde car « si le marché est un processus d’apprentissage, si le fait même d’apprendre est même un facteur essentiel du processus subjectif de marché, le travail d’éducation réalisé par des économistes peut et doit contribuer à l’auto-formation du sujet. La culture d’entreprise et l’esprit d’entreprise peuvent s’apprendre dès l’école, de même que les avantages du capitalisme sur tout autre organisation économique. Le combat idéologique fait partie du bon fonctionnement de la machine » 11. Le néo-libéralisme est un projet de société qui repose sur la formation d’un « sujet », à laquelle l’école doit activement participer. Elle doit former des travailleurs capables de répondre à la demande de travail des entreprises, mais aussi conformément aux valeurs du néo-libéralisme, de se comporter comme des « entrepreneurs de soi-même ». Dans une perspective néo-libérale, la démocratisation de l’enseignement peut donc être légitime puisqu’elle permet l’adaptation de la force de travail aux fluctuations du marché du travail et aux mutations de l’organisation productive.

Le patronat et la démocratisation de l’école

Pour le patronat, l’objectif des politiques éducatives est de favoriser l’adéquation de l’appareil éducatif aux mutations de l’appareil productif et de soumettre l’école aux impératifs du marché du travail. Le patronat peut donc très bien être favorable à la démocratisation de l’enseignement lorsque celle-ci est conforme à ses intérêts. Pour le patronat, la démocratisation de l’enseignement n’est pas une valeur ou un objectif de justice sociale, c’est un facteur qui peut permettre d’améliorer le fonctionnement du système productif, puisque, selon la théorie du capital humain, des salariés mieux formés sont capables de s’adapter aux innovations technologiques. Ils ont donc un niveau de productivité individuelle plus élevé ; mais l’augmentation de leur niveau de formation accroit aussi leur capacité de reconversion en cas de restructuration économique ou de perte d’emplois.
Dans les années 80, le patronat soutient l’objectif des 80% d’une classe d’âge au bac fixé au système éducatif français par le ministre de l’éducation Jean Pierre Chevenement12. En effet à cette époque, le patronat se retrouve confronté aux conséquences des restructurations industrielles, car la main d’oeuvre ouvrière issue de l’ère fordiste, rencontre en raison, de son faible niveau de formation initiale, de fortes difficultés de reconversion. L’augmentation de la proportion de bacheliers dans

une génération est alors considérée comme à la fois un moyen d'augmenter le capital humain, de lutter contre le chômage et de répondre au besoin de main d'oeuvre qualifiée des entreprises en pleine mutations technologiques ; elle répond aussi à une certaine demande sociale qui considère que la démocratisation de l'enseignement doit favoriser l'égalité des chances. L'égalité des chances est par ailleurs parfaitement conforme aux valeurs libérales, puisque pour les libéraux les inégalités sociales sont considérées comme justes lorsqu'elles sont le produit d'une compétition équitable. Pour le patronat l'égalité des chances doit aussi permettre d'éviter le gaspillage des talents. L'objectif de démocratisation de l'enseignement secondaire poursuivie dans les années 80 repose donc à l'époque sur un relatif consensus.

La thèse du *Skill Mismatch*

Mais la position du Medef par rapport à la démocratisation de l'école change au cours des années 2000. En effet, contrairement aux prévisions optimistes des années 80, la révolution numérique menace désormais non seulement beaucoup d'emplois, mais elle n'a pas fait non plus diminué la création d'emplois peu-qualifiés. Le syndicat patronal prend alors conscience de l'inutilité et du coût d'une prolongation trop longue de la scolarité moyenne. Il redoute d'avoir à embaucher une main d'œuvre trop qualifiée qui risque de ne pas accepter des emplois déqualifiés. Voilà pourquoi Le Medef reproche à l'école « de mal faire son travail » et donc d'être responsable du chômage13. Pour le patronat, l'école doit avoir la formation des futurs salariés comme unique finalité : « En matière d'enseignement et d'éducation, notre ambition est que, dans 10 ans, 100 % des élèves soient citoyens et employables à la fin de leur scolarité et tout au long de leur vie. Être citoyen et employable, cela signifie : être capable de comprendre le monde dans lequel on agit, être capable de se former tout au long de la vie, de s'insérer dans le milieu économique, être curieux et innovant, savoir rebondir »14. Or ce que reproche le Medef a l'école actuelle, c'est de ne pas être suffisamment en phase avec les besoins des entreprises. Le Medef reprend ici la thèse de ce que les économistes appellent le skills mismatch, l' "inadéquation des compétences" c'est à dire une situation où le niveau des compétences disponibles sur le marché du travail est trop faible ou inadapté aux besoins des employeurs. « Les enquêtes d'insertion montrent certes que le diplôme protège dans une certaine mesure du chômage mais ces enquêtes ne sont jamais croisées avec celles qui font apparaître les centaines de milliers d'emplois non pourvus faute de compétences disponibles mais aussi celles qui mesurent le nombre de jeunes surdiplômés occupants des postes pour lesquels une autre formation initiale aurait été plus adéquate »15. Pour le MEDEF, le système de formation actuel est inadapté aux besoins du marché du travail sur lequel coexiste, de la part des entreprises, une demande de travail non satisfaite et de la part des salariés, une offre de travail non satisfaite, ce qui montre ici l'inadéquation du système éducatif actuel qui forme des étudiants sur-diplômés au chômage alors que dans le même temps il existe(rait) des emplois vacants pour lesquels les entreprises ne trouvent pas de candidat16. L'étudiant sur-diplômés précaire ou au chômage et l'employeur qui veut embaucher mais qui ne trouve pas de candidats sont les symboles de l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail et signe l'échec du système éducatif français. La rhétorique du « skills mismatch », comme la théorie du chômage structurelle, permet de plus au MEDEF de se dédouaner de la responsabilité du chômage des jeunes et d'en attribuer la responsabilité à l'école : s'il y a du chômage en France, c'est en partie en raison de la mauvaise adéquation entre l'offre de formation et la demande de travail. La réforme du système scolaire est donc impérative, et doit se faire « par l'aval », autrement dit il faut réformer l'école de façon à orienter dès le lycée les futurs actifs vers les filières les plus attractives et les informer sur les besoins des entreprises afin qu'ils acquièrent pendant leur formation les compétences recherchées. Pour cela il faut inciter les élèves à anticiper leur future formation et les aider à bâtir leur projet professionnel en choisissant dès la seconde les disciplines qui vont correspondre aux attendus ou aux pré-requis des écoles ou des facultés vers lesquelles ils souhaitent se diriger. « Pour les jeunes,

l’entreprise est une promesse d’autonomie et d’émancipation. Il est important qu’ils puissent orienter leurs projets personnels et professionnels au regard d’informations objectivées sur l’évolution des besoins de l’économie, la nature des emplois recherchés et leur évolution et enfin qu’ils puissent être assurés de la bonne adaptation des formations qui leur sont proposées au regard des attentes en compétences des entreprises ». « Concernant l’enseignement supérieur et pour pallier l’échec et les abandons trop importants en licence générale liés à une mauvaise orientation, il faut soumettre les établissements d’enseignement supérieur à une obligation de suivi des étudiants(…) En d’autres termes,les universités doivent pouvoir sélectionner leurs étudiants si les pré-requis des formations sont spécifiques ou répondent à des problématiques d’emplois de niche (exemple : double licences ou licences renforcées pour haut potentiel ou master) mais elles doivent être dotées également d’une mission d’orientation sélective des étudiants tout au long de leurs cursus. Là encore, les professionnels doivent peser et agir pour réorienter ce processus vers un pilotage par l’aval (besoins économiques) et lui greffer, un mécanisme d’information qui valorise aussi les sorties intermédiaires »17. Les enjeux de la sélection à la fac et de la réforme du bac sont explicites ; il s’agit d’organiser le système éducatif selon le principe du pilotage par l’aval afin qu’il puisse s’adapter aux besoins des entreprises. Les entreprises informent les universités sur leurs besoins futurs, les universités doivent tenir compte de ces besoins pour organiser leur offre de formation et définir leurs attentes ou leur pré-requis à partir desquelles elles sélectionnent leurs futurs étudiants. Quant aux lycéens, ils devront dès la seconde choisir leurs modules disciplinaires en fonction des attentes des universités. Dans le lycée modulaire, les lycéens ne choisissent plus des filières leur offrant un kit de formation et de culture générale, mais ils doivent choisir des disciplines afin de se composer un portefeuille de compétences qui leur permette de postuler à l’université ou à l’école de leur choix. C’est en cela que le lycéen doit devenir « acteur de son orientation ».

Le Medef et l’orthodoxie économique

La démocratisation de l’enseignement peut enfin permettre de former une MO plus éduquée et dotée d’une meilleure connaissance des mécanismes de l’économie du marché, mais elle comporte aussi des limites car une main d’œuvre trop diplômée est en générale plus exigeante sur ses conditions de travail et sur son niveau de salaire. N’obtenant pas forcément l’emploi et le niveau de salaire désiré, les salariés trop qualifiés peuvent aussi se montrer frustrés, peu motivés et contester l’autorité des dirigeants de l’entreprise. Pour le Medef, il s’agit de former des salariés conscients des exigences de la mondialisation et de la concurrence internationale et non des contestataires du capitalisme néo-libéral, leur formation économique ne doit pas accorder de place aux théories économiques hétérodoxes ou même aux approches sociologiques des faits économiques, comme l’illustre les critiques récurrentes des milieux patronaux contre l’enseignement des SES au lycée18. Malthus le rappelait « l’économie politique est peut-être la seule science de laquelle on puisse dire que lorsqu’elle est ignorée, il en résulte non seulement des privations mais un mal positif très grave ». De même Jules Ferry et les républicains attendaient de la création de l’école républicaine qu’elle éloigne les masses ignorantes de la démagogie révolutionnaire. Seul les « bons savoirs » et les « bonnes théories » favorables au capitalisme doivent être enseignées, et c’est pour cela que le Medef revendique le droit de participer à l’écriture des programmes scolaires19.

La subjectivation néo-libérale

Mais les attentes des organisations patronales envers l’école ne portent pas uniquement sur les compétences professionnelles des futurs salariés car l’école doit aussi intervenir sur les représentations et les valeurs des futurs travailleurs afin de les préparer aux mutations du marché du travail. En effet, un récent rapport de L’IDE consacré à l’employabilité, souligne l’incertitude qui risque de caractériser les contenus mais aussi le statut des futurs emplois et estiment que la précarisation et même la dé-salarisation de l’emploi risque de s’accentuer. Selon ce rapport, le

travailleur du futur doit s'apprêter à changer souvent d'emploi et même à ne plus être vraiment salarié, mais plutôt travailleur indépendant ou auto-entrepreneur. Les normes de l'emploi fordistes, déjà fortement remises en question par la crise industrielle, sont tout simplement amenées à disparaître. En d'autres termes l'uberisation de l'emploi et de la société n'en est sans doute qu'à son début20. Le travailleur du futur devra surtout être actif et créatif, mais surtout capable de « réagir » en cas de perte d'emploi. Voilà pourquoi l'école doit encourager la créativité, l'esprit d'entreprise, l'initiative et la formation tout au long de la vie. Devant des emplois de plus en plus précaires et instables, le futur travailleur doit apprendre à ne pas être passif ou résigné mais volontaire et persévérant. Ceux qui se sortiront de cette lutte pour l'emploi, seront les personnes les plus réactives, les plus créatives, celles qui n'hésiteront pas à changer de branche, à se former aux nouvelles technologies du futurs, à anticiper les besoins des entreprises voire même celles qui sauront « créer leur propre emplois ». Après avoir été acteur de son orientation et de sa formation le sujet néo-libéral doit donc devenir acteur de son employabilité.

Comme l'a montré Max Weber, le mode de production capitaliste ne repose pas uniquement sur l'exploitation d'une classe par une autre, il repose aussi sur un éthos, un système de valeurs et de représentations qui fasse de la recherche de l'enrichissement personnel la finalité première des comportements sociaux. Dans la société néo-libérale, la recherche du profit et de l'enrichissement personnel jouera toujours un rôle mais c'est désormais la concurrence qui doit devenir la norme de référence des actions individuelles. Il faut dont former des travailleurs pour lesquels la compétition pour obtenir les meilleures écoles, les disciplines les plus formatrices, les meilleures universités ou les emplois les plus attractifs soient la norme. L'école doit participer à la formation d'un véritable habitus concurrentiel et d'un système de valeurs et de représentation conformes aux exigences du néo-libéralisme. Le projet éducatif du MEDEF qui vante la créativité et l'esprit d'entreprise est ici parfaitement explicite : « L'esprit d'entreprendre n'est pas inné ou donné, mais se construit. Il combine des représentations identitaires, mais aussi des attitudes et des compétences sur lesquelles l'éducation et la formation peuvent agir. Parce qu'il libère les potentiels individuels y compris des enseignants, l'esprit d'entreprendre permet, dès le plus jeune âge, de développer la capacité à imaginer et produire une grande quantité de solutions, d'idées ou de concepts permettant de réaliser de façon efficace puis efficiente avec le renfort des connaissances et de la maturité. En somme, il s'agit de favoriser en chacun la créativité »21. Si l'esprit d'entreprendre n'est pas inné, le rôle de l'école va être de favoriser son développement, et cela dès l'enfance. Il faut donc s'emparer des consciences des enfants dès l'école primaire afin d'en faire les salariés modèles de l'entreprise du futur. Le développement du potentiel créatif de l'individu ne doit avoir comme unique finalité que de permettre son employabilité. Il s'agit d'assujettir les subjectivités individuelles aux objectifs de l'entreprise et du marché et de former des salariés entreprenants qui considèrent comme légitime de n'employer leur faculté créatrice et leur capacité d'initiative qu'au service de leur futur employeur ou de leur employabilité. Ces objectifs font bien entendu écho à la fameuse formule de Michel Foulcault, selon laquelle le sujet néo-libéral doit devenir « un entrepreneur de lui-même ».

Ré-enchanter la démocratisation de l'éducation

Dans la société néo-libérale, l'école doit donc non seulement participer à la formation professionnelle des futurs travailleurs afin de les doter des compétences pratiques dont les entreprises ont besoin mais l'école doit aussi participer à leur subjectivation afin de développer les compétences comportementales et l' éthique nécessaire à leur adaptation aux contraintes du marché du travail (compétition pour l'emploi, pression de l'employeur , réactivité en cas de chômage pour changer éventuellement de profession, précarité quasi-institutionnelle). Il s'agit de les amener à considérer que ces contraintes sont naturelles et qu'elles sont désormais la norme dans une économie concurrentielle. Se soumettre aux lois du marché et de la concurrence, rester employable, se préoccuper de son portefeuille de compétence doivent devenir les principales préoccupations des

futurs travailleurs. Dans la société néo-libérale, rien n'est acquis, tout doit être conquis. La société ne vous doit rien, c'est à vous de prouver en permanence que vous êtres aptes et compétents, et donc que vous « méritez » les ressources dont vous disposez.

Alors que les enseignants et les étudiants avaient été nombreux à s'opposer par le passé à la sélection universitaire, la mobilisation contre les réformes actuelles s'annonce difficile voire décevante ; c'est aussi le propre des réformes néo-libérales de jouer sur les égoïsmes catégoriels. Les universitaires, à quelque rares exceptions22, sont favorables à une réforme qui va éliminer les étudiants les plus faibles, ces derniers semblent préférer la sélection méritocratique au tirage au sort23, certains enseignants du secondaire approuvent le projet du ministre de « remuscler » le bac, quant aux familles soucieuses de l'avenir de leurs enfants, elles risquent de trouver intéressante l'idée d'amener très tôt les élèves à réfléchir à leur projet professionnel. La campagne médiatique sur la dévalorisation du bac et l'échec à l'université a de toute façon préparé l'opinion publique à considérer comme « nécessaires » et « inévitables » les réformes éducatives du gouvernement.

Voilà pourquoi il faut continuer à montrer que ces réformes ont avant tout pour finalité de diminuer le coût de l'éducation, qu'elles vont se traduire par l'exclusion des étudiants les plus fragiles socialement24 et remettre en cause la démocratisation de l'enseignement amorcée dans les années 80. Il est donc nécessaire que les enseignants progressistes réaffirment leur attachement à la démocratisation de l'éducation, même s'ils savent qu'elle n'est pas un long fleuve tranquille, car c'est elle qui donne un sens à leur métier et à leur engagement professionnel. Ils doivent aussi se mobiliser pour que l'université reste un lieu propice à l'élaboration des outils de la critique sociale, car ces outils sont nécessaires à la vitalité démocratique des sociétés modernes. Les lycées et les universités doivent rester des espaces de débat et de réflexion, et non devenir uniquement les antichambres du marché du travail. Il faut aussi rappeler qu'une société dans laquelle la connaissance reste le monopole des dominants n'est pas une société vraiment démocratique. En d'autres termes, face à des réformes qui se font au nom de l'efficacité, de la rentabilité et de l'utilité, il est urgent de ré-enchanter la démocratisation de l'éducation et de rappeler que les savoirs sont aussi des outils d'émancipation et non uniquement des moyens d'améliorer l'efficacité des facteurs de production25.

1. http://www.lemonde.fr/politique/article/2017/11/30/jean-michel-blanquer-la-politique-adroite_5222430_823448.html#PvKexfcRzwg0zFrV.99

2. https://www.mediapart.fr/journal/france/020917/jean-michel-blanquer-un-conservateur-20-l-education-nationale

3. http://tnova.fr/system/contents/files/000/001/471/original/Terra-Nova_Choc-demographique-enseignement-superieur_091117.pdf?1510161725

4. https://www.democratisation-scolaire.fr/spip.php?article260

5. Le SNES, syndicat majoritaire dans l'enseignement secondaire est hostile aux deux projets. http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2017/12/05122017Article636480553974557812.aspx

6. Les dernières déclarations de JM Blanquer sur l'uniforme à l'école, l'interdiction faites aux mères voilées d'encadrer les sortie scolaires, comme son soutien au école « espérance –banlieue » montre qu'il sait aussi piocher dans le vivier de l'extrême droite en matière d'éducation.

https://blogs.mediapart.fr/b-girard/blog/101217/blanquer-un-projet-dextreme-droite-pour-lecole

7. Christian Laval, *La nouvelle école capitaliste,* Découverte, Paris, 2011.

8. https://blogs.mediapart.fr/jean-pierre-veran/blog/150817/employabilite-et-apprentissage-mots-cles-de-l-ecole-selon-le-medef et https://www.medef-montpellier.com/wp-content/uploads/2017/03/RDLF-MANIFESTE.pdf

9. https://blogs.mediapart.fr/christian-laval/blog/120414/ultraliberalisme-liberalisme-et-neoliberalisme

10. Michel Foucault, « Naissance de la Biopolitique », édition « Hautes Études », Gallimard-Seuil, 2004. P.154.

11. Pierre Dardot et Christian Laval, « La nouvelle raison du monde, essai sur la société néolibérale », Édition de La Découverte, Paris, 2009, p. 237.

12. Selon l'anecdote, la décision d'amener 80% d'une classe d'âge au bac, aurait été prise par JP Chevenement au retour d'un voyage au Japon, pays qui se caractérisait à l'époque par un niveau élevé de formation des salariés et un très faible taux de chômage.

13. http://www.leparisien.fr/societe/blanquer-consterne-demande-au-medef-le-retrait-de-son-slogan-contre-l-ecole-21-09-2017-7275492.php

14. https://www.medef-montpellier.com/wp-content/uploads/2017/03/RDLF-MANIFESTE.pdf

15. https://www.medef-montpellier.com/wp-content/uploads/2017/03/RDLF-MANIFESTE.pdf

16. Ce qui par ailleurs est très discutable http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/04/17/pourquoi-il-n-y-a-pas-vraiment-1-7-million-d-emplois-en-attente_4617775_4355770.html »

17. https://www.medef-montpellier.com/wp-content/uploads/2017/03/RDLF-MANIFESTE.pdf

18. http://www.monde-diplomatique.fr/2016/11/LAMBERT/56790

19. https://www.apses.org/offensive-liberale-sur-les-ses-le-cafe-pedagogique/

20. http://www.institut-entreprise.fr/les-publications/lemploi-vie-est-mort-vive-lemployabilite

21. https://rh.newstank.fr/…/manifeste-eduquer-mieux-former-toujours-medef-juin-2017….

22. https://www.alternatives-economiques.fr/reforme-de-lentree-a-luniversite-ne-fera-quaggraver-in/00081915 et https://www.democratisation-scolaire.fr/spip.php?article262 ; http://www.snesup.fr/article/lettre-ouverte-dun-oncle-universitaire-son-frere-parent

23. Qui n'a concerné qu'une minorité d'étudiants l'an passé.

24. Les étudiants qui ne trouveront pas de place à l'université rejoindront pôle emploi, ou, pour les plus fortunés iront enrichir les officines privées de l'enseignement supérieur qui vont très certainement se développer rapidement. Les incitations à l'endettement afin d'investir dans la

formation individuelle ne devraient pas tarder, elles non plus.

25. http://www.liberation.fr/debats/2018/01/11/selection-universitaire-pas-nes-sous-la-meme-etoile_1621802